et de Jeanne Lemoyne de Sainte-Hélène, tel qu'il est con-
signé dans le registre officiel de Notre-Dame de Montréal.

Le septième jour d'août de l'an mil sept cent douze, après la publication d'un ban et reçu le certificat de Monsieur Ango Demezeretz, par lequel il appert que le procès entre M. de Varennes avec Madelle Robineau est terminé, et qu'il n'y a plus rien qui empêche le dit Sieur de Varennes de se marier à qui lui semblera. (5)

Je soussigné Prêtre Vicair de la paroisse de Ville-Marie après avoir obtenu la dispense de deux bans de Mrs. François Vachon de Belmont Grand-vicaire de Monseigneur l'Evêque de Québec, et après avoir pris le mutuel consentement de René Gautier Ecuyer Seigneur de Varennes Lieutenant dans les troupes de la marine âgé de trente et cinq ans, fils de deffunt René Gautier, vivant Ecuyer Seigneur de Varennes, Gouverneur des Trois-Rivières, et autres lieux dépendans dudit Gouvernement, et de Dame Marie Boucher son Epouse, ses père et mère d'une part ; et de Demoiselle Jeanne Lemoyne de Sainte-Hélène âgée de vingt quatre ans, fille de deffunt Jacques Lemoyne, vivant. Ecuyer Sieur de Sainte-Hélène, Lieutenant dans les troupes du détachement de la marine, et de deffunte Dame Jeanne Dufrenoy son épouse, ses père et mère, de cette paroisse, d'autre part : Les ay mariés et leur ay donné la bénédiction nuptiale en présence de Messire Charles Lemoyne, baron de Longueuil, Chevalier de l'Ordre militaire de St-Louis et lieutenant de Roy dans cette place, oncle de ladite épouse, de Jean Bouillet Ecuyer Sieur de la Chassagne, aussi chevalier de l'Ordre de St-Louis, major de cette place et oncle de ladite épouse, de Dame Marie Boucher, mère dudit époux, de Charles Petit

(5) René Gautier de Varennes s'était engagé par un acte passé devant Maître Marien Taillandier, notaire-royal, résidant à Boucherville, en date du 24 novembre 1709, à épouser demoiselle Marguerite Renée Robineau de Bécancourt, fille de Pierre Robineau de Bécancourt, baron de Portneuf. Plus tard il voulut se libérer de cet engagement, ce qui donna lieu à un long procès. Par sentence du Conseil Supérieur (27 juillet 1712) il fut dégagé de sa promesse, et condamné à payer trois mille livres à la demoiselle de Bécancourt.